

Je me souviens de l'expression qui animait le visage des membres du cabinet le jour où le ministre a fait sa déclaration et que le chef de l'opposition lui a répondu. Le ministre, le premier ministre, le leader du gouvernement à la Chambre et mes amis qui se trouvent à ma gauche ont tous eu l'air d'être soulagés. Cela voulait dire que les deux partis se ralliaient pour poursuivre une cause politique commune calculée pour maintenir les libéraux au pouvoir en continuant à croire, ce que toutefois le Nouveau Parti Démocratique semble avoir accepté, que les libéraux ont le droit divin de rendre des décisions, et qu'ils se lanceront dans n'importe quelle bataille politique à cette fin. Cela permettrait également aux députés du Nouveau Parti Démocratique d'avoir l'occasion de prendre parti et de voter contre le gouvernement. Je sais que ces derniers attendent ce moment depuis longtemps. Ils sont enrégés de ne pas pouvoir voter contre le gouvernement. Voilà le moyen qu'ont imaginé les deux partis pour permettre ce genre de chose.

**M. Hees:** Chose que l'on appelle couramment concubinage.

**M. Baldwin:** J'espère que cette observation ne me sera pas attribuée, monsieur l'Orateur. Elle plaira à quelques-uns des membres désabusés du Nouveau Parti Démocratique, qui ont observé avec consternation et regret la position prise jusqu'ici par leur parti à la Chambre. Ce stratagème si lamentable, flagrant et évident ne saurait berner les Canadiens. Il n'a pas réussi à les berner comme l'indiquent les résultats du sondage Gallup publiés aujourd'hui.

C'était un fait reconnu sur la colline du Parlement et à la tribune des journalistes, quelque temps avant la déclaration du ministre des Finances (M. Turner) et l'annonce de son programme, que les deux partis faisaient cause commune sous ce rapport. Il n'y a aucun doute là-dessus. Ils en ont parfaitement le droit mais ils doivent en subir les conséquences. Je ne sais au juste quel fut le rôle du NPD dans les modifications apportées par le ministre des Finances et la méthode qu'il a employée pour résoudre la devinette, mais il me faudrait des preuves tout à fait concluantes pour croire qu'il n'existait pas quelque connivence leur permettant de se tirer tous deux d'une situation éminemment difficile et d'affronter ensemble la loyale opposition de Sa Majesté, qu'ils considèrent comme leur ennemi commun et la plus dangereuse menace au Parlement actuel.

**Des voix:** Oh, oh!

● (1610)

**M. Baldwin:** Ça va être une journée mémorable pour le Nouveau parti démocratique aujourd'hui. Sauf erreur, il a aidé à établir le Règlement en vertu duquel il va discuter de la mesure et a sans doute collaboré sous ce rapport. Mais que le ministre des Finances me permette de lui dire que les jours se suivent et ne ressemblent pas et que l'an prochain de nouvelles occasions s'offriront. Je signale au gouvernement qu'il y aura des élections un jour, quand le gouvernement et le Nouveau parti démocratique devront rendre compte de leur conduite à la Chambre et de leurs rapports illicites. Ce sera un jour mémorable, le jour où le dieu des campagnes électorales exigera un compte rendu rigoureux de nos vis-à-vis et des représentants à ma gauche.

### *Loi de l'impôt sur le revenu (n° 2)*

Enfin, monsieur l'Orateur, on a parlé beaucoup de gouvernement minoritaire. Ce genre de gouvernement peut fonctionner. Il a marché et il marchera encore, mais pas un gouvernement minoritaire comprenant principalement un groupe malade, impuissant et inefficace dont le bilan, huit mois après les élections et après pratiquement six mois de législature, s'est révélé improductif dans le passé et vide de promesses pour l'avenir. Un jour, les gens demanderont aux députés qui se trouvent à ma gauche, pourquoi ils ont exposé le bon peuple canadien aux ruses de ces fins renards de la politique.

**M. David Lewis (York-Sud):** Monsieur l'Orateur, nous venons d'entendre le scénario qu'a lu le député de Peace River (M. Baldwin) et j'ai suffisamment d'estime pour lui pour dire qu'il aurait pu le rédiger lui-même, mais je n'en suis pas certain.

**M. Baldwin:** En partie, oui; les bons passages.

**M. Lewis:** Permettez-moi de lui dire que son scénario où il imagine les tractations du NPD et des libéraux au sujet de cette chose dont nous sommes saisis—et c'est de propos délibéré que je dis «cette chose»—est bien insipide, et il le sait. En disant ces sortes de choses, il a au moins la décence de sourire, ce qui est une certaine forme d'honnêteté de sa part que j'apprécie.

Avant d'aller plus loin, je voudrais faire remarquer qu'il est évident que lorsque le ministre des Finances (M. Turner) et le gouvernement ont appris que nous n'appuierions en aucun cas les diminutions d'impôt sur le revenu des sociétés et les dispositions concernant les amortissements rapides, ils ont regardé autour d'eux pour voir ce qu'ils pourraient faire pour survivre, car nous leur avons dit clairement que, quelles qu'en soient les conséquences, nous voterions contre cette mesure.

Il fut très facile au gouvernement de trouver une façon. Il suffisait au ministre des Finances de proposer un certain mécanisme de surveillance ou de revue, d'y apposer une date ne dépassant pas de beaucoup décembre 1973, et il serait assuré que le parti conservateur aurait alors le moyen de sauver la face qu'il lui fallait pour faire ce qu'il avait l'intention de faire tout le temps. Quand le député de Peace River dit des idioties comme il vient de le faire, il sait très bien qu'il y a eu beaucoup plus de collusion entre son parti et le ministre des Finances sur cette question qu'il aurait pu y en avoir dans aucune de nos propres tractations avec le ministre.

Je ne veux pas prendre trop de temps pour commenter le discours du député de Peace River parce que je veux parler du bill, mais son discours renfermait des critiques très valables et sérieuses à l'endroit du bill. Il a dit qu'il était discriminatoire, qu'il ne ferait rien de bon, qu'il servirait plus les intérêts des entreprises contrôlées par des étrangers que ceux des entreprises canadiennes. A la fin, je m'attendais à l'entendre dire: «Pour ces raisons, nous nous opposerons au bill.» Mais non, monsieur l'Orateur. Il ne pouvait tirer la conclusion logique de ses critiques parce que son parti ne peut pas se permettre de s'opposer aujourd'hui aux concessions aux sociétés, pas plus qu'il n'a pu se le permettre par le passé. Parce que leurs ressources financières pourraient s'épuiser, sinon totalement du moins en partie, et le député de Peace River devait se montrer prudent.